Initiatives ministérielles

Je ne peux certainement pas douter que la situation actuelle des Canadiens dans le besoin est pire que jamais. Il n'y a pas d'emplois. Nous ne voyons aucune demande de crédit pour la création d'emplois. Aucune idée nouvelle ne circule, si ce n'est le ministre des Finances qui déclare: «Les taux d'intérêt ont baissé.» Pourquoi les taux d'intérêt sont-ils descendus? Parce qu'il n'y a pas de demande. Les taux d'intérêt devront baisser encore avant que les Canadiens ordinaires puissent en bénéficier. Les grandes entreprises ou certains amis du gouvernement qui aiment bien dépenser leur argent aux États-Unis, en profitent peut-être. Certes, la valeur du dollar canadien n'a pas assez fléchi pour favoriser les investissements dans nos ressources naturelles et le maintien de nos emplois.

• (1220)

Permettez-moi de rappeler la protection du RAPC. Il protège les personnes qui bénéficient des services d'aide sociale et de bien-être, y compris les enfants qui ont besoin de soins ou de protection par suite d'abus ou de négligence. Il y a plus d'enfants au Canada qui sont victimes d'abandon, en particulier dans les provinces où le RAPC n'existe plus. Il a pris fin en Ontario, et nous avons entendu le premier ministre dire, à ce sujet, qu'il ne pouvait réussir seul. Qu'on lève le gel et qu'on nous donne l'aide sociale dont nous avons besoin dans le cadre du RAPC.

En Colombie-Britannique, il prend fin, et en Alberta, il prendra fin au début de mars. Les gens doivent-ils souffrir à cause du manque de souplesse du gouvernement? Je ne crois pas qu'on puisse parler ici de bon gouvernement. Je puis affirmer que je n'ai vu qu'une personne de l'autre côté se lever pour justifier cette politique du gouvernement. Je voudrais qu'on me dise que personne ne se couchera ce soir sans avoir un toit ou sans avoir mangé. Je voudrais qu'on me dise que les bénéficiaires d'aide sociale de l'Ontario, qui sont au nombre de un million, ne seront pas affamés ce soir. Je voudrais savoir si les députés se sont rendus à un bureau d'aide sociale la semaine dernière et s'ils se sont demandé combien de personnes s'y rendaient ou combien de personnes s'adressaient à leurs bureaux de circonscription pour obtenir de l'aide. C'est la situation critique que les députés fédéraux, les députés provinciaux et les conseillers municipaux doivent connaître à cause du gel.

En février 1990, le gouvernement a fait autre chose. Dans le cadre du Financement des programmes établis, il a imposé une limite. Cela est peut-être nécessaire, à différents égards, mais je ne crois pas que cela soit nécessaire dans le cas de l'aide sociale.

Dans ma propre province, le gouvernement au pouvoir a instauré l'assurance-médicaments pour les personnes âgées. Cette année, il a demandé aux personnes âgées de contribuer à ce régime. Je comprends peut-être les raisons qui le pousse à demander aux personnes âgées de verser 3 \$ pour les médicaments dont elles ont besoin. Cela est peut-être justifié en cette période de crise économique. Je ne comprends pas cependant qu'il réduise les prestations d'aide sociale.

J'aimerais revenir à certains des autres programmes visés par un gel. Je pense que les Canadiens devraient savoir ceci. Quelqu'un a-t-il vu ou lu ce qui s'était passé à Montréal le week-end dernier? Des gens sont venus parler de programmes fédéraux-provinciaux qui ont bien fonctionné. Pourquoi parlons-nous dans cette Chambre, sans grand débat, de supprimer l'universalité?

À qui d'autre le programme s'adresse-t-il? Il s'adresse aux familles monoparentales, aux personnes âgées, aux chômeurs ainsi qu'aux familles et aux personnes qui traversent des périodes de crise. Il s'adresse aux travailleurs à faible revenu, aux femmes battues et aux personnes souffrant d'un handicap physique ou mental.

Revenons à l'objectif premier, qui était d'appuyer la prestation, par les provinces, de services d'aide destinés à diminuer, à supprimer ou à empêcher les causes et les effets de la pauvreté, de l'abandon d'enfants ou de la dépendance de l'aide sociale.

On a imposé le plafonnement dans une province comme l'Ontario, supposément, d'après ce que nous a dit le ministre, parce qu'on doit réduire progressivement les dépenses.

Nous avons eu des taux d'intérêt élevés, parce qu'il y avait surchauffe économique en Ontario. Le gouvernement plafonne le RAPC et, un an plus tard, l'Ontario est en dépression, pourquoi? Parce qu'il n'y a pas d'emplois. Le libre-échange a supprimé la plupart des emplois, et le gouvernement s'en moque éperdument, car peu lui importe où ces emplois disparaissent. Au moment où l'Accord de libre-échange entrait en vigueur, le cours du dollar était élevé, et un dollar élevé dans une économie fondée sur les ressources fait fuir les emplois.

Rio Algom vient de fermer, en raison des taux de change et du prix international de l'étain. Évidemment, on ne peut rien au sujet du prix international des métaux, mais on peut certainement influencer sur le cours du dollar. Le gouvernement ne fait rien pour aider ou protéger les pêches. Il ne défend pas le prix du poisson ou de tous les produits que nous exportons.

Le seul moment où il est intéressant d'avoir un dollar élevé, c'est quand on veut aller aux États-Unis dépenser notre argent. Je dis que si les Canadiens peuvent se